Les enjeux d'un discours. Particularisme et politique à Nice de 1860 à 1900

Henri Courrière

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4382>

DOI : 10.4000/cdlm.4382

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 185-200

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Henri Courrière, « Les enjeux d'un discours. Particularisme et politique à Nice de 1860 à 1900 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 77 | 2008, mis en ligne le 27 novembre 2009, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4382> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4382>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les enjeux d'un discours. Particularisme et politique à Nice de 1860 à 1900

Henri Courrière

- 1 Le particularisme et ses interactions avec la politique, dans la France du XIX^e siècle, constituent un sujet d'étude relativement peu abordé par les historiens¹. Selon *Le Robert*, la notion est apparue en 1866 et désigne l'« attitude d'une population ou d'une communauté qui veut conserver, à l'intérieur d'un État, ses libertés régionales ». Proche de celle d'autonomie, elle recouvre donc les champs politiques et culturels. Le particularisme se trouve en effet lié, le plus souvent, à la proclamation d'une identité particulière, différente de celle des espaces voisins et plus ou moins opposée à l'identité « générale », c'est-à-dire, au XIX^e siècle, nationale. Le particularisme peut ainsi être défini comme une sensibilité politique, proche de l'autonomisme, qui revendique le respect, par l'État, des libertés et des particularités locales, politiques et culturelles.
- 2 Les revendications et les discours particularistes structurent, en grande partie, le champ politique à Nice dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La revendication d'une spécificité locale par une partie de la presse et certains acteurs politiques est en effet fréquente et parfois véhémente. En mai 1851, lors de troubles suscités par le projet du gouvernement piémontais de supprimer les franchises du port, un groupe de négociants invoque ainsi les « droits » et les « franchises » du « peuple de Nice » pour s'opposer au texte. Ils assurent également que la population, si le projet est maintenu, pourrait « revendiquer son indépendance »². Ce type de discours perdure après 1860, date à laquelle la ville est détachée du royaume de Piémont-Sardaigne et annexée à la France³. Or les années 1860-1900 correspondent à une phase de développement du sentiment d'appartenance nationale, qui rend difficile l'affirmation d'une identité culturelle autre que française. Elles sont également marquées, à Nice, par un essor démographique très brutal. La population de la ville passe en effet de 48 000 habitants en 1861 à 105 000 en 1901, ce qui modifie profondément les équilibres sociaux⁴. Les élites locales sont enfin habituées à une administration relativement plus libérale et

donc moins centralisée que celle de la France impériale. Le cas de Nice permet dès lors de se pencher sur l'intégration d'un espace politique de tradition particulariste au sein d'un État politiquement et culturellement centralisé, dans un contexte de nationalisation et de concurrence accrue entre élites locales et exogènes.

- 3 Les sources permettant d'étudier cette question sont abondantes mais d'utilisation délicate. Toutes émanent en effet d'acteurs profondément impliqués dans la vie politique, qu'il s'agisse de représentants de l'administration, de journalistes ou d'hommes politiques. Ils évoquent donc le particularisme soit pour le combattre, soit pour le défendre et tendent à développer des stratégies discursives de légitimation de leurs revendications. Certains d'entre eux entretiennent également, à dessein ou non, la confusion entre « particularisme » et « séparatisme », courant qui réclame le retour de Nice à l'Italie. Si le mot de « particularisme » est très rarement employé, celui de « séparatisme », en revanche, est abondamment utilisé. Une approche diachronique permet de saisir les évolutions du particularisme, en fonction des reconfigurations successives des équilibres politiques. Trois périodes peuvent être dès lors distinguées : la fin du Second Empire, les débuts de la Troisième République, enfin les années 1880 et 1890.

Un essor tardif à la fin du Second Empire

- 4 Le discours particulariste est peu présent au moment de l'annexion. La plupart des débats portent en effet, à ce moment, sur la nature de la « véritable » nationalité de Nice, française pour les partisans de l'annexion ou italienne selon ses adversaires⁵. Jusqu'en 1868, le discours particulariste demeure d'ailleurs relativement peu présent dans les sources. La distinction entre « Niçois », annexés, et « Français », habitant Nice mais nés hors de l'ancien comté, demeure, en revanche, très présente dans les rapports et la presse. La population annexée demeure en effet culturellement italienne, du moins en partie, ce qui la rend « étrangère » aux yeux des nouveaux habitants de la ville, journalistes ou agents de l'État. La langue italienne reste ainsi pratiquée et son enseignement est soutenu par le maire de la ville, François Malausséna⁶. La presse et certains agents de la nouvelle administration française, quant à eux, sont porteurs d'une image dévalorisante des Méridionaux et des Italiens⁷. Plusieurs conflits avec la population annexée entretiennent enfin, chez les anciens habitants, une certaine « mentalité » particulariste, hostile aux nouveaux habitants de la ville.
- 5 La persistance de la distinction entre « Niçois » et « Français » est donc ambivalente. Elle renvoie en effet à l'antagonisme entre anciens et nouveaux habitants de la ville, mais aussi à une opposition plus « nationale », les Niçois annexés étant culturellement « italiens », contrairement aux seconds⁸. Tout au long des années 1860-1868, l'administration se préoccupe cependant surtout des « italianissimes », c'est-à-dire des partisans du retour de Nice à l'Italie. Elle ne s'oppose pas aux particularistes, ni à l'expression d'une certaine italianité.
- 6 L'essor des tensions et des contestations de l'Empire, à partir de 1868, modifie sensiblement cette situation. À Nice, en effet, l'opposition s'exprime en partie à travers un quotidien, *Le Phare du Littoral*. Or, bien que républicain et « français », ce journal répercute un discours de type particulariste. Il affirme ainsi que les avocats niçois sont victimes de la concurrence de leurs confrères d'outre-Var⁹. Il accuse également l'administration préfectorale d'être responsable, par ses maladresses, de la persistance

de la division entre « Français » et « Niçois »¹⁰. Plusieurs de ces arguments sont repris dans un ouvrage, *Les Brouillards de Nice*, publié en juin 1869 par un nommé Calixte Pierre-Pierre. Il critique également le particularisme des acteurs politiques niçois et accuse l'administration de l'entretenir volontairement¹¹. La dimension stratégique de ce discours ne doit pas être perdue de vue. Il s'agit en effet, pour le quotidien républicain comme pour Calixte Pierre-Pierre, de critiquer le régime impérial, à travers le cas de Nice.

- 7 Au même moment, l'hebdomadaire *La Mensoneghiera*, fondée en 1868 et dirigée par un petit commerçant, Jules Bessi, développe un nouveau type de discours particulariste. Partisan de François Malausséna, de l'Empire et de l'annexion à la France, il tient en effet un discours hostile aux « Français d'outre-Var ». Ces derniers sont ainsi accusés de vouloir « absorber l'esprit local », « oblitérer le respect de nos mœurs et de nos coutumes », « proscrire notre langage », ou « détruire et dénaturer les traditions de notre belle histoire »¹². L'auteur emploie donc des arguments linguistiques, historiques et « culturels ». Il ne définit cependant pas ce qu'il entend par « esprit local » et ses accusations, assez vagues, répondent vraisemblablement aux maladroites des agents de l'administration et au discours du *Journal de Nice*, quotidien officiel et assez critique envers la municipalité. Cet organe, rédigé par des « Français d'outre-Var » est d'ailleurs accusé par l'administration de manquer de tact¹³. Le particularisme de Jules Bessi est néanmoins original, puisqu'il est à la fois fortement affirmé tout en demeurant bonapartiste et partisan de l'appartenance à la France. En cela, il paraît proche du bonapartisme libéral, hostile à la centralisation excessive de l'Empire.
- 8 Le préfet Denis Gavini, enfin, élabore au même moment un nouveau discours, qui définit « les Niçois » comme n'étant ni italiens, ni français mais seulement « niçois avant tout »¹⁴. Il s'agit alors, pour le préfet, de minimiser l'italianité de la population annexée, afin de rassurer l'administration supérieure. Il invoque donc l'« esprit de clocher » pour masquer les problèmes que lui cause l'existence d'un parti italien dans son département.
- 9 Trois discours coexistent donc au cours de cette période : séparatiste italien et garibaldien (les « italianissimes »), particulariste non séparatiste et bonapartiste (*La Mensoneghiera*), et anti-particulariste « français », ce dernier étant porté à la fois par des républicains et par des bonapartistes « d'outre-Var ». Le paysage politique s'en trouve particulièrement éclaté, la dichotomie droite/gauche se trouvant complexifiée par cette distinction entre pro- ou anti-particulariste.
- 10 Les périodes de crise sont favorables à l'essor du particularisme. Les élections municipales d'août 1870 provoquent ainsi une radicalisation de la position du maire Malausséna, mis en difficulté lors des élections cantonales de juin. Le magistrat soutient en effet, en vue du scrutin, un nouveau quotidien intitulé *L'Indépendant de Nice*, dont le premier numéro, publié le 26-27 juin 1870, se montre très hostile aux « Français d'outre-Var ». Le journal ne réclame pas le retour à l'Italie, mais le droit de Nice à conserver une part d'italianité¹⁵. Jules Bessi, pour sa part, publie une brochure très hostile aux « Français »¹⁶, tandis qu'un « Comité niçois », qui soutient la candidature de Malausséna, souhaite écarter toute « ingérence étrangère » dans la municipalité et voit dans le maire sortant un « ferme défenseur de l'autonomie niçoise »¹⁷. Jules Bessi et le Comité Niçois ne font pas allusion à l'italianité de la ville et les « étrangers » qu'ils désignent sont les étrangers à la commune.

- 11 Selon le publiciste républicain Mark Ivan, le but de Malausséna, était de rompre l'alliance passée lors des élections cantonales de juin 1870 entre les républicains « français » et les libéraux « italiens », c'est-à-dire « Niçois annexés », en ralliant ces derniers sur le terrain du particularisme. La stratégie du maire de Nice et de ses partisans est vraisemblablement, aussi, de s'attirer les mécontents de l'annexion, tout en se démarquant de l'Empire. Le radicalisme du Comité provoque néanmoins une scission au sein du Conseil municipal. Ses membres « français » font en effet connaître leur désaccord et protestent contre l'intransigeance « niçoise » du comité¹⁸. La rhétorique particulariste suscite également une vive réaction des bonapartistes « français » du *Journal de Nice*¹⁹.
- 12 La victoire de François Malausséna montre l'efficacité de ce discours en terme électoral. Le maire de Nice est en effet parvenu à se démarquer de l'Empire tout en tenant les républicains à distance ; il a également séduit les nostalgiques de l'Italie, les mécontents du régime et de l'annexion, ainsi que les Niçois « de souche » dont la position sociale est menacée par les Français « d'outre-Var ». La population de la ville est en effet passée de 44 000 habitants en 1858 à environ 52 000 en 1870 (+18%)²⁰. En outre, l'administration et le monde du droit représentait un des principaux débouchés pour les notables locaux et leurs enfants ; or ce sont justement des « Français d'outre-Var » qui occupent à présent ces postes. Le fait que la presse soit majoritairement rédigée par des « non Niçois » a sans doute contribué aussi à entretenir la distinction entre « Niçois » et « Français » et à attiser le particularisme.
- 13 La décennie 1860 montre toute la complexité de la question du particularisme à Nice. Ce dernier ne remet pas en cause l'appartenance de la ville à la France. Il dévoile en revanche la volonté des notables « niçois annexés » de conserver l'exclusivité de la gestion de la cité. En cela, le particularisme constitue une sorte de mécanisme de défense, développé par des élites dont la prééminence sociale est menacée par l'arrivée de nouveaux venus. La revendication d'une part d'italianité s'inscrit dans cette stratégie, puisque seuls les Niçois annexés sont culturellement italiens. Il convient par ailleurs de souligner la dimension électorale du particularisme. Ce discours apparaît en effet à l'approche ou au moment d'élections et il est le plus souvent utilisé par un parti minoritaire ou en difficulté. Le particularisme constitue donc un outil de mobilisation électorale particulièrement efficace. Il permet aux élus de désigner des bouc-émissaires commodes pour expliquer leurs difficultés : l'administration, le préfet, ou les Français d'outre-Var. Il s'inscrit également dans l'essor des contestations de l'Empire, notamment de la part des libéraux. Son usage entraîne enfin une structuration particulière du paysage politique. À la veille de la chute de l'Empire, le particularisme est en effet soutenu par des Niçois annexés, bonapartistes et libéraux. Il est fermement rejeté par les « Français d'outre-Var », bonapartistes et républicains.

Particularisme, « séparatisme » et République : les années 1870

- 14 La guerre et la proclamation de la République bouleversent profondément la situation. De nouveaux acteurs font leur apparition tandis que le contexte politique global, comme l'équilibre des forces en présence à l'échelle locale, se trouvent entièrement renouvelés. Le courant particulariste s'adapte dès lors à une nouvelle configuration.

- 15 La chute de l'Empire et la proclamation de la République sont tout d'abord bien accueillis à Nice. Le nouveau préfet républicain, Pierre Baragnon, conserve l'essentiel de la municipalité et nomme un nouveau maire, Louis Piccon, qui apporte son soutien à la France et à la République²¹. La perspective des élections municipales, initialement prévues pour le 25 septembre, provoque néanmoins un brusque essor des tensions. Deux comités rivaux se constituent : le Comité républicain et le Comité niçois. Or ce dernier tient, selon nos sources, un discours séparatiste réclamant le retour à l'Italie²². La chute de l'Empire rend en effet envisageable l'annulation du plébiscite de 1860. La nomination d'une commission municipale le 24 septembre, mesure prise dans l'ensemble du territoire français, ainsi que le rétablissement de l'état d'urgence dans toute sa rigueur, sont particulièrement mal accueillis par les partisans du Comité niçois²³. Les sources, très rares et émanant uniquement de « Français d'outre-Var », ne permettent pas de connaître réellement l'activité et le discours du Comité niçois au cours de ces quelques semaines. Il était probablement autant particulariste que séparatiste, le *Journal de Nice* condamnant les hommes qui « ont la ridicule prétention de fonder une *Nice indépendante* »²⁴. Le contexte de guerre et la constitution de la Ligue du Midi, le 18 septembre, expliquent l'assimilation faite par l'administration entre « particularisme » et « séparatisme »²⁵.
- 16 Le remplacement du préfet Baragnon par Marc Dufrasse, en octobre, modifie peu la situation et l'activité des « séparatistes », ou supposés tels, continue. Des comités niçois se forment en Italie et réclament le retour de la ville et du comté²⁶. Surtout, un nouveau quotidien, rédigé en langue italienne, est créé à Nice. Or ce journal, *Il Diritto di Nizza*, tient un discours très ambigu, à la fois libéral, particulariste et proche du séparatisme. Il dénonce la mainmise des « étrangers » sur la ville et, surtout, considère que la validité du plébiscite est douteuse et réclame un nouveau vote²⁷.
- 17 L'administration, dès lors, croit à un complot séparatiste²⁸. La poursuite de la guerre et l'occupation de l'Alsace et de la Lorraine favorisent particulièrement ce type de rumeurs, ainsi que l'évolution autonomiste de la Ligue du Midi. Le Comité niçois de Nice se montre en outre très actif et des tensions ou des incidents, à mi-chemin entre particularisme et séparatisme, sont signalés²⁹. La préfecture nomme, le 15 novembre, une nouvelle commission municipale, dirigée par Joseph Elisi de Saint-Albert, dans laquelle l'élément « niçois », c'est-à-dire annexé, est prépondérant³⁰. L'administration fait donc une concession aux particularistes. Elle procède également à l'expulsion de plusieurs « séparatistes », dont le directeur du *Diritto*, Joseph André³¹. La presse française, pour sa part, est divisée. Le *Journal de Nice* nie ainsi l'existence d'un parti italien³². Le *Phare du Littoral*, en revanche, accepte que le plébiscite de 1860 puisse être remis en cause, mais il demande au « parti italien » d'attendre la fin de la guerre³³.
- 18 La rareté et la nature des sources empêchent de mieux cerner tous les éléments de cette crise. Le Comité niçois comptait probablement dans ces rangs de vrais « séparatistes », mais rien n'indique qu'ils aient été majoritaires. Le Comité et le *Diritto* rejettent en effet essentiellement les Français « d'outre-Var » et il était donc, selon nous, essentiellement particulariste³⁴. Il est possible, cependant, que l'intransigeance et la brutalité verbale de l'administration et de la presse aient radicalisé les particularistes et les aient rapprochés des séparatistes proprement dits. La situation est, en définitive, assez confuse. On peut cependant distinguer un parti « italo-niçois », groupant séparatistes et particularistes, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, et un parti

« républicain français », anti-particulariste et anti-séparatiste, soutenu par la majorité de la presse et par la préfecture.

- 19 Les élections législatives de février 1871 s'inscrivent pleinement dans ce climat de tensions et d'incertitudes. Le parti républicain français, comme dans le reste de la France, peine en effet à s'organiser. Il se divise, en outre, en raison de la candidature du préfet Dufraisse et ses candidats se prononcent, dans leur ensemble, pour la poursuite de la guerre³⁵. Le Comité niçois et le *Diritto*, pour leur part, soutiennent les candidatures « niçoises » de Joseph Garibaldi, Louis Piccon, Constantin Bergondi et Alfred Borriglione³⁶. Le *Diritto* tient alors un discours particulariste et très ambigu sur la nationalité de Nice, tandis que le Comité niçois demande à Garibaldi de porter à la Chambre « les vœux de Nice pour la paix et la revendication de son droit sacré de nationalité »³⁷. Dans leurs professions de foi, Piccon, Bergondi et Borriglione se prononcent cependant très clairement pour la République et ne réclament pas le retour de Nice à l'Italie³⁸. Selon certaines sources, hostiles à leur égard, les candidats auraient accepté du Comité niçois un « mandat impératif secret », par lequel ils s'engageaient à demander le retour de Nice à l'Italie, fait invérifiable³⁹. Les trois candidats, enfin appellent clairement à la fin de la guerre.
- 20 L'élection de Garibaldi, Bergondi, Piccon et Dufraisse montre la complexité de la situation et la division du corps électoral à l'échelle du département. Dans les deux cantons de Nice, Garibaldi, Bergondi, Piccon et Borriglione arrivent cependant nettement en tête⁴⁰. La proclamation des résultats provoque en outre, le soir du 8 février, une manifestation « italo-niçoise » (cri de « Vive Nice ! » et de « Vive l'Italie ! »), qui entraîne elle-même une vive réaction de l'administration⁴¹. Dès le lendemain, le préfet invoque en effet des « attroupements tumultueux » qui ont « poussé des cris insultants pour la France » et suspend le *Diritto*. Cette décision déclenche des troubles assez graves le soir du 9. Le 10 février, enfin, le préfet ordonne l'arrestation des principaux membres du Comité niçois, ce qui déclenche à nouveau des troubles. La situation s'apaise ensuite, dès le 11 février. Quelques jours plus tard, le nouveau député Piccon, à l'Assemblée nationale, réfute l'accusation de séparatisme et accuse l'administration d'être responsable de l'essor de ce mouvement à Nice⁴². Il tient, en revanche, un discours clairement particulariste. Les journaux français de Nice ne sont pas convaincus et reprochent au député d'avoir été soutenu par le Comité niçois et le *Diritto*, tous deux qualifiés de « séparatistes »⁴³. L'érudit et homme politique local Jean-Baptiste Toselli, pour sa part, dénonce l'attitude des agents de l'État et de la presse « française »⁴⁴. Le *Pensiero di Nizza*, qui a succédé au *Diritto*, propose pour sa part un nouveau programme politique, qui demande seulement la « révision » du plébiscite de 1860, et non la séparation immédiate d'avec la France⁴⁵. Le journal est donc conscient que les positions strictement séparatistes sont trop radicales pour faire l'unanimité. Il tient cependant, toujours, un discours très hostile aux « étrangers ». En définitive, les troubles de février 1871 ont incontestablement renforcé le courant particulariste.
- 21 La victoire du Comité niçois et la nomination d'Auguste Raynaud comme maire de Nice, en avril-mai 1871, montre le succès du discours particulariste, opposé à l'élément non indigène et partisan des « franchises municipales », auprès d'une partie de la population⁴⁶. Ce dernier ne doit cependant pas être surestimé. L'abstention a été en effet particulièrement élevée (71%) et le nouveau Conseil municipal est profondément divisé entre partisans de l'ancien maire de Nice Malausséna et libéraux plus ou moins

conservateurs⁴⁷. La municipalité est néanmoins considérée par les sources « françaises » comme étant entièrement « séparatiste » et « anti-française »⁴⁸.

- 22 Le mouvement peine cependant à dépasser le cadre municipal. Lors des élections législatives de juillet 1871, les candidats du *Pensiero* Alfred Borriglione et Alexandre Milon arrivent en effet en tête dans l'ancien comté de Nice, mais ce sont des « républicains français » Fortuné Maure et Henri Lefèvre, qui remportent le scrutin⁴⁹. Le particularisme montre ici ses limites. Le mode de scrutin, départemental, ainsi que la nature de son discours, opposé aux « Français d'outre-Var », l'empêchent en effet de pouvoir remporter des élections législatives à l'échelle de l'ensemble des Alpes-Maritimes, y compris dans l'arrondissement de Grasse. Une nouvelle structure, le Comité démocratique niçois, rassemble en outre les républicains niçois « de souche » et apporte son soutien à Lefèvre. Or ce comité s'efforce de concilier les thèmes « italiens », particularistes et républicains. Il se revendique ainsi de Garibaldi, proclame le droit des Niçois à éprouver un sentiment d'attachement à l'Italie, mais il place nettement la question du régime devant celle de la nationalité⁵⁰. Il ne tient pas en outre de discours hostile aux Français d'outre-Var. Un certain nombre de garibaldiens renoncent donc à l'idée d'un retour de Nice à l'Italie si la France demeure républicaine. Ils se détachent ainsi des libéraux conservateurs qui tiennent la municipalité, tout en demeurant particularistes.
- 23 La stabilisation de la situation à l'échelle nationale modifie la situation locale de façon très sensible. Le nouveau préfet conservateur installé en juillet 1871, Raymond Villeneuve de Bargemon, se montre en effet moins intransigeant que ses prédécesseurs républicains quant au patriotisme de la population annexée. Il adopte donc une attitude pragmatique à l'égard de la municipalité Raynaud et tolère le particularisme, comme les manifestations d'attachement à l'Italie⁵¹. Dans ses rapports, il distingue le séparatisme du particularisme, bien qu'il n'emploie pas ce terme. Un rapprochement tactique se produit dès lors entre la préfecture et la municipalité. Le conseil municipal est en effet divisé et peu légitime, puisqu'élu par un faible nombre d'électeurs. Il a donc besoin du soutien de l'administration. Deux particularistes, Jules Gilly et Jean-Baptiste Toselli, sont nommés adjoints. Ils éprouvent des « sentiments italiens », mais ne sont pas séparatistes⁵².
- 24 La dimension stratégique de l'accusation de « séparatisme » demeure néanmoins très importante et brouille les frontières avec le simple particularisme. Les républicains, au cours de cette période, accusent ainsi le préfet de soutenir une municipalité « séparatiste ». Il s'agit en fait, pour ce parti, de présenter les fonctionnaires conservateurs, et donc le gouvernement, comme de mauvais patriotes. Mark Ivan reproche ainsi à Auguste Raynaud d'avoir employé des ressortissants italiens à la mairie et d'avoir subventionné l'opéra italien⁵³. L'enjeu des « libertés locales » semble en effet se situer essentiellement ici : dans le recrutement des fonctionnaires municipaux et dans la politique culturelle d'une part ; dans l'affirmation d'une part d'italianité d'autre part. Ces mesures sont essentiellement particularistes, et non séparatistes. La municipalité souhaite ainsi employer des Niçois « de souche », vraisemblablement pour des raisons clientélistes et entend rester maître de ces choix musicaux. Comme ce particularisme est teinté de références italiennes et toléré par une administration conservatrice, il est néanmoins assimilé à du séparatisme, notamment par les journaux républicains « français » du département. L'accusation de séparatisme constitue donc un outil pour discréditer ses adversaires. Son usage perpétue cependant

la distinction qu'elle dénonce, entre « Français » et « Niçois » et entretient donc le particularisme.

- 25 La stabilisation de la situation à l'échelle nationale et le traumatisme causé par la perte de l'Alsace et de la Lorraine rendent cependant le discours particulariste inacceptable, lorsqu'il demeure ambigu sur le plan de la nationalité. À la suite d'un discours dans lequel il envisageait la possibilité d'un retour de Nice à l'Italie, le député Piccon doit ainsi démissionner, en mai 1874⁵⁴. Lors des élections législatives partielles d'octobre, les candidats du Comité niçois, Joseph Durandy et Eugène Roissard de Bellet, tous deux conservateurs, publient leur profession de foi en langue française et développent des arguments particularistes modérés, qui ne rejettent pas les Français d'outre-Var⁵⁵. Ils réclament certes le droit de conserver des « sympathies » pour l'Italie, mais ne remettent pas en cause l'annexion de 1860. Leur échec face aux candidats « français » Léon Chiris et Gaspard Médecin montre, à nouveau, les limites de ce discours. Ils sont en outre toujours accusés de séparatisme par la presse républicaine⁵⁶. Les élections municipales de novembre marquent dès lors l'apparition d'un nouveau thème chez les membres du Comité niçois : ils établissent à présent une distinction entre les « mauvais Français », qui ne respectent pas les « traditions locales », et les « bons », qui acceptent que les Niçois « annexés » et eux seuls dirigent la cité⁵⁷. Les élections sont remportées par le Comité niçois, mais le taux d'abstention très élevé (62%) montre la fragilité de ce succès.
- 26 L'impasse dans laquelle se trouve le mouvement particulariste entraîne dès lors une scission. À partir de 1875, un courant rassemblant des républicains « français » et des libéraux « niçois annexés » fait son apparition et, à l'occasion des élections législatives de février 1876, Alfred Borriglione est élu avec le soutien du parti républicain « français ». Dans sa profession de foi, le candidat apporte son adhésion à la République et son discours est exempt de toute allusion séparatiste ou particulariste⁵⁸. L'élément libéral de particularisme s'est donc séparé de la partie conservatrice et a fait alliance avec le parti républicain « français ». La crise du 16 mai 1877 précipite cette évolution. Certains membres du « parti niçois » soutiennent en effet Borriglione, républicain, tandis que d'autres appuient le ministre des affaires étrangères conservateur, Louis Decazes. Ce dernier se présente dans l'arrondissement de Puget-Théniers avec le soutien du maire de Nice Auguste Raynaud et du journal *La Bugadiera*, dirigé par Jules Bessi⁵⁹. Le 16 mai aggrave ainsi l'éclatement politique du mouvement particulariste entre son aile conservatrice et son aile libérale. La rupture est consommée lors des élections municipales de janvier 1878, lorsqu'Alfred Borriglione est élu avec le soutien du parti républicain français contre la municipalité conservatrice de Raynaud, soutenu par le *Pensiero*. Le parti républicain français a accepté que les « Niçois d'origine » dominant nettement le Conseil municipal⁶⁰. Il a donc particularisé ses pratiques. La nouvelle municipalité proclame par ailleurs, contrairement à la municipalité précédente, son attachement à la France et à la République. La dimension italienne du particularisme s'est effacée.
- 27 La seconde moitié des années 1870 marquent donc une étape déterminante, au cours de laquelle le particularisme se francise et se républicanise. Son aile gauche joue ici un rôle primordial, en parvenant à rendre compatible attachement à la grande et à la petite patrie, en abandonnant les références trop italiennes. Le parti républicain français, pour sa part, permet la républicanisation de la municipalité, en acceptant de particulariser son discours. La distinction entre « Niçois » et « Français » est ainsi

remplacée par l'opposition entre « Niçois » et « Français d'outre-Var », puis par la distinction entre « anciens » et « nouveaux » Niçois. La différence entre les habitants annexés et les autres demeure donc opérante.

Un particularisme républicanisé (1879-1900)

- 28 Malgré la victoire des républicains en 1878, l'accusation de « séparatisme » réapparaît rapidement et le particularisme demeure une source de division importante. Dès les élections municipales de 1881, certains membres du parti républicain « français » se désolidarisent ainsi de Borriglione⁶¹. Ce courant est relayé, à partir de 1883, par un nouveau journal, anti-particulariste, *L'Éclaireur du Littoral*. Lors des élections municipales de 1884, le parti Borriglione se présente en effet comme étant le garant de l'union entre anciens et nouveaux Niçois, tandis que *L'Éclaireur* considère que cette distinction n'a plus lieu d'être⁶². Les deux partis s'accusent mutuellement de « séparatisme ». La tendance de *L'Éclaireur* a tout d'abord du mal à se concrétiser sur le plan électoral. À l'occasion des élections législatives de 1885, elle adopte cependant, à son tour un discours particulariste, en présentant le candidat adverse, Maurice Rouvier, comme un « Marseillais » qui favorisera les intérêts de sa ville natale au détriment de ceux de Nice⁶³. Il s'agit donc d'un nouveau particularisme, qui prétend défendre la ville par-dessus tout, mais qui refuse la distinction entre nouveaux et anciens Niçois.
- 29 La proportion entre Niçois « d'origine » et Niçois « d'adoption » au sein du Conseil municipal devient un enjeu majeur. Lors d'élections municipales partielles, en avril 1886, le parti de *L'Éclaireur* réclame une représentation plus équitable des habitants de la ville, tout en reconnaissant que les « Niçois d'origine » doivent être dominants⁶⁴. Le scrutin est, cette fois, remporté par les adversaires de Borriglione et la nouvelle municipalité est conservatrice libérale. Cette crise municipale et son dénouement ne doivent pas être interprétés uniquement à l'aune du particularisme et d'autres causes expliquent la chute de Borriglione. Il n'en demeure pas moins qu'elle marque un changement profond : le parti « républicain français » a fait alliance avec les libéraux conservateurs « niçois d'origine » et a particularisé son discours, en reconnaissant la légitimité d'un « patriotisme municipal » très développé et en acceptant que les Niçois de souche soient largement majoritaires au sein du Conseil municipal. Il définit ainsi un nouveau particularisme, qui englobe anciens et nouveaux Niçois et qui permet à ces derniers de participer au pouvoir. Les conservateurs originaires de la ville, pour leur part, acceptent que des « Français d'outre-Var » entrent au Conseil municipal.
- 30 Les élections législatives de 1889, marquées par la crise boulangiste, provoquent des recompositions importantes. Le candidat boulangiste Flaminio Raiberti adopte en effet un discours violemment particulariste. Il rejette ainsi les « non Niçois » et, s'il ne distingue pas, lui non plus, les nouveaux des anciens habitants, il présente la ville comme étant une victime de Marseille et de l'indifférence du gouvernement⁶⁵. Son discours est enfin clairement nationaliste. Le particularisme de Raiberti est donc exacerbé, mais toute référence « italienne » en a été éliminée. Nice et « les Niçois » sont essentiellement présentés comme étant des victimes, en raison de leur seule « nissardité », et non à cause de leur italianité.
- 31 À la suite de son échec, Raiberti abandonne cependant toute référence boulangiste lors des élections législatives partielles de mars 1890. Il modère également son discours

particulariste, en affirmant que Nice se trouve dans « une situation spéciale » et a donc besoin d'un représentant pour défendre ses intérêts et non une opinion politique⁶⁶. Patronné par *L'Éclaireur*, il ne rejette plus les « non Niçois » mais il maintient en revanche son discours de victimisation. Raiberti est alors soutenu par la tendance niçoise libérale-conservatrice et, au terme d'une campagne aussi brève que violente, il l'emporte de peu. Le particularisme de Raiberti et de ses partisans est donc très différent de celui du parti adverse. Ce ne sont plus les Niçois « de souche » qui s'opposent aux nouveaux Niçois, mais la ville dans son ensemble qui s'oppose au gouvernement ou à Marseille. Le rejet de cette ville n'est donc plus lié à la personne du candidat adverse. Elle devient récurrente, voire structurante.

- 32 L'effacement du séparatisme au début des années 1890 souligne la dimension électorale de ce discours. Après plusieurs campagnes électorales particulièrement violentes, l'heure est en effet à la « conciliation » entre les différents partis, qui parviennent à s'entendre, pour les élections municipales de 1892 et législatives de 1893.
- 33 Le retour des divisions provoque, en revanche, un essor du discours de défense des « libertés municipales »⁶⁷. À l'occasion des élections municipales de 1896, l'ancien parti Borriglione se regroupe en effet derrière un conseiller dissident, Honoré Sauvan, dont les partisans estiment que les « Niçois de souche » ne sont pas suffisamment représentés au Conseil municipal⁶⁸. Le parti de la municipalité sortante, soutenu par Raiberti et *L'Éclaireur*, développe pour sa part un discours anti-particulariste et refuse toute distinction entre anciens et nouveaux habitants⁶⁹. Les deux partis s'accusent mutuellement de séparatisme. À la suite de diverses péripéties, dont une annulation du scrutin pour corruption électorale généralisée, le parti Sauvan l'emporte.
- 34 La situation est plus apaisée à l'occasion des élections législatives de 1898. Raiberti se présente en effet sans concurrent sérieux et développe un discours particulariste modéré : de par ses spécificités économiques, historiques et géographiques, Nice ne doit pas élire un député qui s'oppose au gouvernement, car elle a besoin de son aide⁷⁰. Ce discours permet de dépolitiser le scrutin. Il entraîne également un net repli du débat politique sur l'intérêt local sans être trop ouvertement exclusif puisqu'il permet, en théorie, de rassembler « Niçois d'origine » et « Niçois d'adoption ». La « nissardité » est donc particulièrement revendiquée, mais elle n'exclut pas les nouveaux habitants de la ville. Le discours particulariste « législatif » de Raiberti est ainsi sensiblement différent du particularisme « municipal » de Sauvan.

Conclusion

- 35 À travers l'étude de ces quarante années de vie politique, la dimension sociale du particularisme apparaît clairement. Il s'agit en effet d'un discours tenu par des élites qui se trouvent menacées par de nouveaux acteurs sociaux et qui risquent de perdre leur position dominante. Il constitue donc une forme de mécanisme de défense. Le contrôle de l'administration municipale par des Niçois « de souche » demeure en effet le principal enjeu de ce discours.
- 36 Politiquement, et bien qu'il séduise vraisemblablement une partie minoritaire de l'électorat, le discours particulariste parvient à se maintenir car il occupe une position charnière sur l'échiquier politique. En apportant son soutien aux conservateurs ou aux

républicains, le mouvement particulariste peut en effet faire basculer une élection. En cela, il fonctionne donc comme un centre.

- 37 La francisation du particularisme est également très nette. Le fait que Nice ait appartenu à l'Italie rend en effet difficile, puis impossible, l'affirmation d'une altérité culturelle de nature nationale. La division entre « Niçois » et « Français » est ainsi progressivement remplacée par la distinction entre « Niçois d'origine » et « Niçois d'adoption ».
- 38 L'image d'une ville à part, différente des autres, est enfin fortement affirmée, par rapport à Marseille ou au reste de la France. On assiste ainsi à l'émergence d'un nouveau particularisme, qui perd son ambiguïté sur le plan national, mais qui affirme fortement l'identité municipale tout en maintenant une forte division entre « anciens » et « nouveaux » Niçois. Ce nouveau particularisme débouche sur la construction d'une identité municipale fortement affirmée par certains acteurs, mais aussi divisée et repliée sur elle-même, toujours méfiante, voire hostile, à ce qui vient « d'outre-Var ».

NOTES

1. Christophe Charle, « Région et conscience régionale en France. Questions à propos d'un colloque », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, vol. 35, n° 1, pp. 37-43 ; Anne-Marie Thiesse, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, PUF, 1991, 314 p. ; Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, 426 p.
2. ADAM, 4 M 482, affiche datée du 14 mai 1851.
3. Sur l'annexion du comté de Nice à la France en 1860, Paul Guichonnet, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2003, pp. 317-329 ; Paul Gonnet, *La réunion de Nice à la France*, Breil-sur-Roya, Éditions du Cabri, 2003, 343 p. ; Henri Courrière, *L'État, la nation et la petite patrie. La vie politique à Nice et dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1898 : genèse d'un département français*, thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Ralph Schor, Université de Nice Sophia Antipolis, 2008, vol. I, pp. 27-142. Pour l'étude des phénomènes de rattachement : Denise Turrel (dir.), *Villes rattachées, villes reconfigurées, XVI^e-XX^e siècles*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2003, 433 p.
4. Louis-Jean Laurent, « Mutation économique et développement urbain dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1914 », in *Villes du Littoral*, Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Nice, 1975, n° 25, p. 51.
5. Victor Juge, *Mémoire sur l'annexion du comté de Nice à la France*, Nice, Imprimerie Canis Frères, 1860, 63 p. et Eugène Emanuel, H. G. Montferrier, *Nice et l'Italie*, Nice, Imprimerie Nationale, 1860, 45 p.
6. *Discours de M. Malausséna à l'occasion de la distribution des prix du lycée de Nice*, Nice, Caisson et Mignon, 1865, 12 p.
7. Laurent Dornel, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Paris, Hachette, 2004, pp. 240-246.
8. Sur l'ambiguïté du terme d'« étranger » : Laurent Dornel, *op. cit.*, pp. 228-236.
9. *Le Phare du Littoral*, 3 décembre 1869.

10. *Le Phare du Littoral*, 12 janvier 1868.
11. Calixte Pierre-Pierre, *Les brouillards de Nice*, Nice, Gauthier, 1869, pp. 224-225.
12. *Le Mensoneghiera*, 20 mai 1869.
13. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapports du 3 février, de 1^{er} avril et du 1^{er} août 1866.
14. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 3 mars 1869.
15. *L'Indépendant de Nice*, 26-27 juin 1870.
16. Jules Bessi, *Les élections municipales*, Nice, Imprimerie Caisson et Mignon, 1870, 14 p.
17. ADBdR, 2U1/191, placard du Comité Niçois, 6 juillet 1870.
18. *Le Phare du Littoral*, 14 juillet 1871. Le journal cite un numéro du *Réveil des Alpes-Maritimes* de juillet 1870.
19. *Journal de Nice*, 3 juillet 1870 ; Auguste Alziary de Roquefort, *Aux Niçois : Le comté de Nice depuis l'annexion (1860-1870)*, Nice, Cauvin, 1870, 38 p.
20. Louis-Jean Laurent, *op. cit.*, p. 51.
21. *Journal de Nice*, 10 septembre 1870 ; 12 septembre 1870 ; 15 septembre 1870. Cf. également Éric Bonhomme, *La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale, 4 septembre 1870 - 8 février 1871*, St-Pierre-du-Mont, Eurédit, 2000, 532 p.
22. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice (de 1860 à 1874)*, pp. 80-88 ; *Journal de Nice*, 24 septembre 1870 ; *Journal de Nice*, 27 septembre 1870 ; ADBdR, 2U1/191, rapport du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, 21 février 1871.
23. *Journal de Nice*, 25 septembre 1870.
24. *Journal de Nice*, 25 septembre 1870.
25. Sur la Ligue du Midi, cf. Jeanne Gaillard, *Communes de province, Commune de Paris, 1870-1871*, Paris, Flammarion, 1971, 183 p.
26. ADBdR, 2U1/191, rapport du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, 21 février 1871.
27. *Il Diritto di Nizza*, 6 novembre 1870 ; 13 novembre 1870.
28. ADBdR, 2U1/190, rapport de l'avocat général au procureur général, 19 février 1871.
29. *Journal de Nice*, 7-8 novembre 1870 et 13 novembre 1870 ; *Le Phare du Littoral*, 7-8 novembre 1870 ; *Il Diritto di Nizza*, 7-8 novembre 1870.
30. *Journal de Nice*, 16 novembre 1870 ; *Le Phare du Littoral*, 16 novembre 1870.
31. *Le Phare du Littoral*, 16 novembre 1870. Cf. *Il Diritto di Nizza*, 18 novembre 1870.
32. *Journal de Nice*, 23 novembre 1870.
33. *Le Phare du Littoral*, 1^{er} novembre 1870.
34. *Journal de Nice*, 25 septembre 1870.
35. Cf. notamment *Le Phare du Littoral*, 1^{er} février 1871 ; *Journal de Nice*, 4 février 1871 ; 10 février 1871.
36. *Il Diritto di Nizza*, 3 febrajo 1871.
37. *Il Diritto di Nizza*, 1^{er} febrajo 1871.
38. *Journal de Nice*, 2 mars 1871. Les professions de foi de sont datées du 4 février. Selon le *Journal de Nice*, elles n'ont pas été publiées par le *Diritto* parce qu'elles étaient « entachées d'un esprit trop français ».
39. Mark Ivan, *op. cit.*, pp. 116-118.
40. ADAM, 3M179, tableau récapitulatif des votes.
41. Sur ce sujet, cf. Henri Courrière, « Les troubles de février 1871 à Nice. Entre particularisme, séparatisme et République », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 74, juin 2007, pp. 179-208.
42. *Le Phare du Littoral*, 14 mars 1871.
43. *Le Phare du Littoral*, 15 mars 1871 ; 24 mars 1871.
44. Jean-Baptiste Toselli, *Trois journées belliqueuses à Nice*, Nice, Cauvin, 1871, 128 p.
45. *Il Pensiero di Nizza*, 29 marzo 1871-1^{er} aprile 1871.

46. *Il Pensiero di Nizza*, 28 aprile 1871.
47. *Le Phare du Littoral*, 1^{er}-2 mai 1871 ; *Il Pensiero di Nizza*, 8-9 maggio 1871 ; AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, dépêche télégraphique du préfet au ministre de l'Intérieur, 11 mai 1871.
48. *Le Phare du Littoral*, 29 avril 1871 ; Ivan Mark, *Le séparatisme à Nice*, pp. 172-176.
49. ADAM, 3M179, tableau récapitulatif des votes ; *Il Pensiero di Nizza*, 3-4 luglio 1871 ; *Le Phare du Littoral*, 3-4 juillet 1871 ; 5 juillet 1871.
50. *Le Phare du Littoral*, 30 juin 1871.
51. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 23 juillet 1871.
52. Ibid.
53. Mark Ivan, *op. cit.*, p. 235-236.
54. *Le Phare du Littoral*, 15 mai 1874.
55. *Il Pensiero di Nizza*, 11 ottobre 1874.
56. *Journal de Nice*, 17 octobre 1874.
57. *Le Phare du Littoral*, 21 novembre 1874.
58. *Il Pensiero di Nizza*, 6 febbraio 1876; *Le Phare du Littoral*, 6 février 1876.
59. *Le Phare du Littoral*, 2 octobre 1877.
60. *Le Phare du Littoral*, 29 décembre 1877.
61. Léon Pilatte, *Le triomphe du 9 janvier, lettre à M. Alfred Borriglione, Député, Conseiller Général, Maire de Nice*, Nice, Gauthier, 1881, 15 p.
62. *L'Éclaireur du Littoral*, 13 avril 1884.
63. *L'Éclaireur du Littoral*, 13 octobre 1885.
64. *L'Éclaireur du Littoral*, 7 avril 1886.
65. *La Révision des Alpes-Maritimes*, 31 août 1889.
66. *L'Étendard Niçois*, 12 mars 1890.
67. *Le Petit Niçois*, 12 octobre 1896.
68. *Le Petit Niçois*, 8 mai 1896.
69. *L'Éclaireur de Nice*, 9 mai 1896 ; 10 mai 1896.
70. *L'Éclaireur de Nice*, 29 avril 1898.

RÉSUMÉS

Le particularisme, sensibilité politique proche de l'autonomisme et recouvrant les champs tant politiques que culturels, occupe une place particulièrement importante à Nice, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce discours, essentiellement porté par des élites locales concurrencées par l'arrivée d'acteurs originaires du reste de la France à la suite de l'annexion de 1860, perdure en se reformulant selon les différents régimes politiques au sein desquels il évolue. Bien que minoritaire, le particularisme parvient ainsi à se maintenir grâce à sa situation centrale sur l'échiquier politique.

Particularistic ideology, political sensibility near of autonomist claims, may have political as well cultural expressions. It held an important place in Nice during second half of the 19th century. This discourse, primarily used by local elites in competition with non-native political actors after the 1860 annexation, remains today and carries off different adaptations successfully in various political systems. Although in the minority, particularism succeeds in maintaining thanks to its central situation on the political arena.

INDEX

Mots-clés : annexion, discours politique, Nice, particularisme

AUTEUR

HENRI COURRIÈRE

Henri Courrière, professeur certifié d'histoire géographie, est actuellement doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Nice Sophia Antipolis. Il est rattaché au Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine et vient de soutenir sa thèse sur L'État, la nation et la petite patrie. La vie politique à Nice et dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1898 : genèse d'un département français, préparée sous la direction du Professeur Ralph Schor. Travaillant plus particulièrement sur la vie politique à Nice, il a publié récemment « Les troubles de février 1871 à Nice. Entre particularisme, séparatisme et République », Cahiers de la Méditerranée, 2007, n° 74, pp. 179-208.